



**HAL**  
open science

## Les scissions internes au groupe "Socialisme ou Barbarie"

Christophe Prémat

► **To cite this version:**

Christophe Prémat. Les scissions internes au groupe "Socialisme ou Barbarie". Dissidences, 2009, 6, pp.137-147. halshs-00401201

**HAL Id: halshs-00401201**

**<https://shs.hal.science/halshs-00401201>**

Submitted on 2 Jul 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Les scissions internes au groupe *Socialisme ou Barbarie*

« Un geste se répétait. En 1937, Trotski avait fondé la Quatrième Internationale pour lutter contre la bureaucratie stalinienne et la ligne criminelle qu'elle imprimait aux directions politiques et syndicales ouvrières, partout dans le monde, de la Chine à l'Espagne. Dix ans plus tard, un groupe de militants, appartenant à plusieurs pays, "sortait" de la Quatrième Internationale, avec un bilan négatif. Victime d'un classicisme "orthodoxe", le trotskisme n'avait pas pu définir la nature de classe des sociétés "communistes", se refusant à voir dans leur bureaucratisation la formation d'une classe dominante et exploiteuse nouvelle. Asservi à un "économisme" qui se justifie peut-être dans les sociétés où le capitalisme "jeune" exploite sans ménagement la force de travail, le trotskisme ne ré-élabore pas en profondeur le motif de l'autonomie (ou de la désaliénation) qui anime les luttes des travailleurs dans les sociétés capitalistes développées »<sup>1</sup>. Le groupe et la revue *Socialisme ou Barbarie*<sup>2</sup> sont nés d'une scission d'avec le P.C.I en 1948 en raison de la critique de la vision à long terme du parti trotskyste qui peinait à trouver une ligne directrice selon les membres de *SouB*. En d'autres termes, les membres de *SouB* ont estimé que le trotskisme n'était pas allé assez loin dans l'analyse de la bureaucratisation de la société soviétique qui est contraire à l'émancipation prolétarienne.

Notre thèse est de montrer, à travers les évolutions de *SouB*, comment la gauche radicale intellectuelle a été en proie à des questionnements sur la stratégie à adopter : fallait-il sortir complètement du marxisme pour dénoncer d'une autre manière les tendances du capitalisme bureaucratique mondial et rester ultra-minoritaires ou au contraire transformer le groupe en direction révolutionnaire d'un parti politique destinée à appuyer les luttes sociales en faveur d'une émancipation ouvrière?

Nous analyserons en premier lieu les motifs idéologiques de la rupture du groupe *SouB* d'avec le trotskisme pour ensuite envisager la nature des débats à l'intérieur du groupe. Les travaux de Philippe Gottraux et de Marie-France Raflin sont très précieux pour mettre en perspective historique les discussions internes de *SouB*<sup>3</sup>. En dernier lieu, les deux séries de scissions internes seront étudiées, dans la mesure où elles ont conduit le groupe à se dissoudre peu avant les événements de mai 1968. C'est de manière posthume que le groupe a eu une certaine audience alors que sa radicalité théorique l'a quelque peu isolé des combats révolutionnaires de l'époque.

### 1) L'insuffisance de la critique trotskyste

L'originalité du groupe *SouB* est liée à la recherche d'un diagnostic théorique sur la situation à la fois de l'état du capitalisme contemporain et du communisme soviétique. Selon Cornélius

---

<sup>1</sup> Jean-François Lyotard, « Le nom d'Algérie », *La guerre des Algériens, écrits 1956-1963*, choix de textes et présentation par Mohammed Ramdani, Paris, éditions Galilée, 1989, p. 33.

<sup>2</sup> Par commodité, nous utiliserons l'abréviation *SouB* dans la suite de l'article.

<sup>3</sup> Philippe Gottraux, « *SouB* », *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, éditions Jacques Scherrer, 1997. Marie-France Raflin, *Socialisme ou barbarie, du vrai communisme à la radicalité*, Thèse IEP de Paris, 2005.

Castoriadis et Claude Lefort, le parti trotskyste PCI (Parti Communiste Internationaliste) ne répond pas à l'exigence de penser le phénomène bureaucratique jusqu'au bout en comparant le régime communiste officiel et les régimes de l'Ouest. « Insistant sur la conception de la Russie comme "État Ouvrier Dégénéré", la direction biffe de la carte révolutionnaire du monde le prolétariat russe, en lui assignant comme tâche non pas la lutte contre le système mondial d'exploitation, mais la défense de la propriété étatique. Identifiant les partis staliniens à des partis réformistes, incapable de s'expliquer sur l'assimilation structurelle des pays du "glacis", la direction n'a fait que désarmer les militants devant les événements »<sup>4</sup>. Les membres de *SouB* reprochent à la direction trotskyste de se couper de la réalité prolétarienne en refusant de penser radicalement l'évolution des partis staliniens. Cette scission marque une rupture profonde avec le trotskysme, car pour Castoriadis et Lefort, il fallait forger une vision qui se dégagait de la guerre froide entre deux blocs antithétiques pour analyser leurs points communs, à savoir le processus de bureaucratisation de la société avec des intensités différentes.

Selon les conceptions trotskystes de l'époque, les partis staliniens étaient des éléments d'appui des partis réformistes alors même qu'ils tentaient, selon Castoriadis, d'instaurer une dictature totale. « Cette expérience démontrait déjà l'absurdité de la "tactique" trotskiste, consistant à appuyer le PC et à le pousser à prendre le pouvoir ("Gouvernement PC-PS-CGT" était le mot d'ordre trotskiste [...]). Cette tactique s'appuyait sur deux idées, aussi illusoires l'une que l'autre : 1) que le PC au pouvoir serait aussi fragile que l'avait été, par exemple, Kerenski ; 2) que la contradiction entre les motifs d'adhésion ou de soutien accordé par le PC aux masses (supposées vouloir un changement révolutionnaire de régime) et la politique réelle du PC (supposé vouloir conserver l'ordre bourgeois) éclaterait avec l'accession du PC au pouvoir. Or le PC installé au pouvoir n'est rien moins que fragile [...]. Et la "contradiction" entre la politique du PC et la volonté de transformation des masses n'éclate pas pour la bonne raison que le PC *transforme* effectivement le régime, en expropriant la bourgeoisie traditionnelle, en planifiant l'économie, etc... et qu'il se passe quelque temps avant que les masses voient clairement qu'elles n'ont fait que changer d'exploiteurs »<sup>5</sup>. L'erreur fondamentale de diagnostic s'accompagne de mauvaises stratégies alors que le stalinisme est une mainmise totale sur le pouvoir. Une partie des analyses de *SouB* a décrit minutieusement la bureaucratisation totale de la société russe. Il s'agit plutôt de dénoncer cette mystification et de contribuer à l'émancipation du prolétariat. Selon Claude Lefort, les objectifs de *SouB* étaient clairs : « *SouB* souhaite susciter des témoignages ouvriers et les publier, en même temps qu'il accordera une place importante à toutes les analyses concernant l'expérience prolétarienne »<sup>6</sup>. Claude Lefort s'est d'ailleurs efforcé de documenter les mouvements autogestionnaires émergents au sein du groupe<sup>7</sup>. Il a analysé en profondeur le sens de la révolution hongroise de 1956 : « la population, dans son ensemble, s'est soulevée et a cherché à balayer le régime fondé sur la dictature du P.C. La classe ouvrière a été à l'avant-garde de ce combat. Elle ne s'est pas dissoute dans le "mouvement

---

<sup>4</sup> Cornélius Castoriadis, « la perspective révolutionnaire », *Capitalisme moderne et révolution 1, L'impérialisme et la guerre*, Paris, Union générale d'éditions, 1979, p. 147.

<sup>5</sup> Cornélius Castoriadis, « la perspective révolutionnaire », *Capitalisme moderne et révolution 1, L'impérialisme et la guerre*, Paris, Union générale d'éditions, 1979, p. 28.

<sup>6</sup> Claude Lefort, *SouB* n°11, novembre-décembre 1952. Claude Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, éditions Gallimard, coll. TEL, p. 96.

<sup>7</sup> Entretien que nous a accordé Claude Lefort le 21 mai 2002 au centre Raymond Aron le 21 mai 2002. Yvon Boudet, qui a adhéré au groupe en 1957, a travaillé sur ce thème au sein du groupe.

national". Elle est apparue avec des objectifs spécifiques »<sup>8</sup>. L'année 1956 a été marquée par un regain des productions théoriques du groupe *Socialisme ou Barbarie* avec un investissement particulier de Claude Lefort<sup>9</sup>.

Les membres de *SouB* partagent néanmoins avec le trotskysme l'expérience de la minorité et de la clandestinité (Castoriadis a signé ses écrits sous les pseudonymes Jean-Marc Coudray, Paul Cardan, Pierre Chaulieu, Jean Delvaux, Marc Noiraud de peur d'être expulsé, Claude Lefort signait Montal) et une partie des conceptions en dénonçant diverses formes d'exploitation sociale. Par la suite, *SouB* a reproché aux trotskystes d'avoir soutenu l'installation du régime yougoslave alors qu'il s'agissait que d'une scission interne à la bureaucratie stalinienne et que ce régime était à l'opposé de l'autogestion et de l'autonomie ouvrière<sup>10</sup>. Les scissions du groupe n'ont pas été occasionnées par la critique du trotskysme, mais par le virage radical que souhaitait prendre Castoriadis en abandonnant complètement le marxisme. Elles font partie intégrante de la vie du groupe animée par le questionnement permanent comme le souligne Jean-François Lyotard : « si la vie du groupe, pendant quelque vingt ans, a elle-même été si prodigieusement agitée, ce ne fut certes pas du fait de conflits de prestige ou d'intérêts personnels, c'est la règle, paraît-il, dans l'intelligentsia parisienne [...]. Les controverses, les démissions, les scissions eurent pour motif la manière d'entendre les luttes en cours et la façon dont il convenait de s'y associer. Ce fut l'agitation d'une interminable cure, où se jouait le passé de la tradition révolutionnaire, mais dans le déchirement quotidien de la vie moderne. Rien de moins académique. Relire les textes et les faits, dresser les Actes, en somme, du mouvement ouvrier était indispensable ; mais ce travail n'était rien s'il n'était pas guidé par la libre écoute, l'écoute flottante des luttes contemporaines, où l'intraitable continue à faire signe »<sup>11</sup>. Le témoignage de Lyotard pointe l'opposition des styles des membres du groupe et le travail incessant de remise en question des interprétations des luttes ouvrières et de l'évolution des sociétés bureaucratiques. Dans le même temps, la radicalité de *SouB* fait que ses membres critiquent toutes les formes d'exploitation (sociale, coloniale, économique...) et les organes prétendument révolutionnaires qui luttent contre ces formes d'exploitation. *SouB* a dénoncé la guerre d'Algérie et la colonisation sans soutenir des initiatives menées par des groupes trotskystes. Plusieurs membres du groupe se sont associés au comité de lutte contre la répression colonialiste fondé par Daniel Guérin en 1954<sup>12</sup>, mais le groupe a toujours maintenu une distance vis-à-vis des organisations trotskystes même lors de combats ponctuels<sup>13</sup>.

## 2) La rupture progressive avec le marxisme

La thèse principale de *SouB* est de montrer que le capitalisme bureaucratique est l'organisation sociale la plus antinomique à l'émancipation prolétarienne et qu'elle se traduit sous deux formes, d'une part le capitalisme occidental avec une concentration du capital de plus

---

<sup>8</sup> Claude Lefort, « L'insurrection hongroise », dans *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981, p. 216. Le texte a été initialement publié dans le n°20 de *Socialisme ou Barbarie* (décembre 1956 – janvier 1957).

<sup>9</sup> Marie-France Raflin, *Socialisme ou barbarie, du vrai communisme à la radicalité*, Thèse IEP de Paris, 2005, p. 572.

<sup>10</sup> Castoriadis, « Pourquoi je ne suis plus marxiste », *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005, p. 30.

<sup>11</sup> Jean-François Lyotard, « Le nom d'Algérie », *La guerre des Algériens, écrits 1956-1963*, choix de textes et présentation par Mohammed Ramdani, Paris, éditions Galilée, 1989, p. 35.

<sup>12</sup> Marie-France Raflin, *Socialisme ou barbarie, du vrai communisme à la radicalité*, Thèse IEP de Paris, 2005, p. 599.

<sup>13</sup> Marie-France Raflin, « Socialisme ou barbarie », *Les Cahiers de l'IHTP*, Cahier n°6, novembre 1987, p. 88.

en plus forte et la concession de libertés privées illusoire, d'autre part le régime d'exploitation sociale sous le nom de socialisme incarné par l'URSS. Les divergences de Castoriadis avec d'autres camarades trotskystes sont d'abord dues à des imprécisions lexicales, puisqu'il abandonne progressivement le vocabulaire marxiste à partir des années 1946. Par exemple, il a discuté les thèses de Daniel Guérin sur la politique extérieure de l'URSS, en abandonnant certains termes tels que « impérialisme » pour lui préférer celui d'« expansionnisme bureaucratique »<sup>14</sup>. L'URSS n'est pas un impérialisme comme les autres, de même que son économie n'est ni de type capitaliste ni de type socialiste. La société russe présente un type social-historique nouveau et il s'agit de trouver les mots justes pour le qualifier. Selon les thèses de *Socialisme ou Barbarie*, on ne peut pas prôner la libération du prolétariat russe et défendre l'URSS, en particulier sa politique extérieure<sup>15</sup>.

Les analyses de *SouB* ont d'ailleurs été bien accueillies par d'autres mouvances de gauche radicale à l'instar de l'Internationale Situationniste. L'Internationale Situationniste de Guy Debord et Raoul Vaneigen a reconnu le mérite de leur critique de la bureaucratie. « Des publications militantes comme *SouB* à Paris, ou *Correspondance* à Détroit, ont fait paraître des travaux très documentés sur la résistance permanente des ouvriers dans le travail (contre l'organisation de ce travail), sur la dépolitisation, et la désaffection à l'égard du syndicalisme, devenu un mécanisme d'intégration des travailleurs à la société et un instrument supplémentaire dans l'arsenal économique du capitalisme bureaucraté »<sup>16</sup>. Tous les mécanismes bureaucratiques ont été démystifiés à partir de cette critique des régimes de l'Est. Si *SouB* reproche au trotskysme ses positions théoriques, il en partage la démarche, avec l'analyse notamment des formes d'émancipation que constituent les grèves. Au-delà des mots d'ordre des bureaucraties politiques ou syndicales refusant le prolongement de ces grèves qu'elles jugeaient menaçantes, *SouB* a été à l'écoute de ces brèches. Par exemple, l'article de *SouB* sur « Les grèves sauvages de l'industrie automobile américaine »<sup>17</sup> du n°18 de *SouB* (janvier 1956), celui sur « Les grèves des dockers anglais »<sup>18</sup> (*SouB* n°18, janvier 1956), ainsi que celui sur « Les grèves de l'automatisation en Angleterre »<sup>19</sup> (*SouB* n°19, juillet 1956) illustrent cette volonté de penser les implications sociales de telles grèves traduisant les débuts de l'auto-organisation ouvrière souvent freinée par les syndicats. Le groupe a porté une attention particulière aux grèves des métallurgistes de Nantes en 1955, grèves qui furent relativement violentes. Comme le soulignait Claude Lefort dès 1952, « le prolétariat n'est pas seulement [...] ce qu'il paraît l'être, la collectivité des exécutants de la production capitaliste ; sa véritable existence sociale est cachée »<sup>20</sup>. Daniel Mothé<sup>21</sup>, ouvrier autodidacte formé par *SouB*, avait créé un journal *Tribune Ouvrière*, dans lequel il avait par exemple décrit la grève Citroën (article qui apparaît à la fin du n°18). *SouB* se voulait un journal d'avant-garde révolutionnaire à l'écoute de ce qui se passait dans le mouvement ouvrier. Il gardait des éléments de la critique trotskyste, mais s'affranchissait des contraintes idéologiques de ces courants pour critiquer l'essence des directions révolutionnaires communistes. Le groupe a eu très tôt des contacts internationaux avec des

---

<sup>14</sup> Castoriadis, *La société bureaucratique I*, Paris, Union Générale d'éditions, 1973, p. 72.

<sup>15</sup> Castoriadis, *La société bureaucratique I*, Paris, Union Générale d'éditions, 1973, p. 70.

<sup>16</sup> Guy Debord, « Les mauvais jours finiront », in *Internationale situationniste*, n°7, avril 1962, p. 10.

<sup>17</sup> Castoriadis, *L'expérience du mouvement ouvrier 2*, Paris, éditions 10/18, 1974, pp. 279-301.

<sup>18</sup> *Ibid.*, pp. 305-332.

<sup>19</sup> *Ibid.*, pp. 357-382.

<sup>20</sup> Claude Lefort, *SouB* n°11, novembre-décembre 1952. Claude Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, éditions Gallimard, coll. TEL, p. 86.

<sup>21</sup> Daniel Mothé a rejoint le groupe en 1952, il était ouvrier et est devenu intellectuel par la suite.

mouvances de gauche libertaire radicale soucieuses de promouvoir l'autogestion et la démocratie de type conseilliste, en témoigne cette correspondance avec Anton Pannekoek, conseilliste hollandais, notamment la lettre du 8 Novembre 1953. « Nous espérons pouvoir publier bientôt dans cette Revue, des extraits de son ouvrage *Les Conseils ouvriers*, publié en anglais après la guerre »<sup>22</sup>. Pannekoek soulignait pour sa part un certain nombre de similitudes entre ses positions et celles de *SouB* : « je fus donc heureux de faire la connaissance d'un groupe qui en était venu aux mêmes idées par une voie indépendante. La domination complète des travailleurs sur leur travail, que vous exprimez en disant : " Les producteurs organisent eux-mêmes la gestion de la production ", je l'ai décrite moi-même dans les chapitres sur " l'organisation des ateliers " et " l'organisation sociale ". Les organismes dont les ouvriers ont besoin pour délibérer, formés d'assemblées de délégués, que vous appelez : " organismes soviétiques ", sont les mêmes que ceux que nous appelons " Conseils ouvriers ", " Arbeiterräte ", " Workers' councils " »<sup>23</sup>. Pannekoek et *SouB* ont décrit l'autogestion du mouvement ouvrier, même s'ils observent quelques divergences. *SouB* s'est peu à peu éloigné des autres groupes de gauche radicale pour forger son propre langage.

Des divergences importantes sont apparues au sein de *SouB* à propos de l'interprétation des événements internationaux, avec notamment l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Pour Castoriadis, cette arrivée constitue une nouvelle stratégie du capitalisme pour concentrer le pouvoir autour du capital en contournant l'arène parlementaire tandis que la situation était plus complexe pour les membres de *SouB* dont Jean-François Lyotard et Claude Lefort qui discernaient le fait qu'une majorité des parlementaires de la IV<sup>e</sup> République et des administrations préfectorales luttait pour le maintien de l'Algérie française<sup>24</sup>. C'est du point de vue de l'appréciation des contradictions internes des sociétés bureaucratiques que des divergences pouvaient apparaître.

### 3) Les dilemmes du groupe *Socialisme ou Barbarie*

Le groupe s'est dissous à partir de deux scissions, une première survenant à la fin des années 1950 sur le statut de *SouB* et une autre portant sur la redéfinition des thèses de *SouB*. Ces deux scissions ont été suivies du départ d'un certain nombre de camarades. Elles sont caractéristiques des mouvements révolutionnaires où la discussion des thèses était un élément important de la vie interne. Les événements d'Algérie ont eu un impact sur la vie du groupe, puisque de trente membres, *SouB* est passé rapidement à une centaine de membres à la fin de l'année 1958, ce qui posait de nouvelles questions à l'organisation de la vie du groupe. « Le conflit sur la question de l'organisation, qui couvait depuis toujours, mais n'était pas explicitement réapparu depuis les discussions de 1950-1951, réémerge à ce moment. La discussion dure finalement assez peu de temps et se termine en septembre 1958 par une scission : une partie des camarades, dont les porte-parole étaient Claude Lefort et Henri Simon, quittent *SouB* et forment un groupe, Informations et liaisons ouvrières (par la suite Informations et correspondance ouvrières) »<sup>25</sup>. Il fallait poser selon Castoriadis la question politique de

---

<sup>22</sup> Castoriadis, « Une lettre d'Anton Pannekoek », in *Expérience du mouvement ouvrier I*, Paris, éditions 10/18, p. 264.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 265.

<sup>24</sup> Jean-François Lyotard, « L'État et la politique dans la France de 1960 », *Socialisme ou Barbarie*, n°30, avril-mai 1960, pp. 45-72.

<sup>25</sup> Castoriadis, « Pourquoi je ne suis plus marxiste », *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005, p. 33.

l'organisation et la penser en rupture avec toutes les conceptions bureaucratiques d'une direction révolutionnaire. Le groupe est l'un des instruments des luttes ouvrières, il doit adopter le même mode de fonctionnement que les mouvements ouvriers, à savoir les assemblées générales, la révocation des élus. Pour Lefort, le problème de l'organisation risquait de transformer le groupe en un parti pris inévitablement dans la gangue bureaucratique. Pour Castoriadis, le groupe devait se poser la question de l'action et ne pas se transformer en « Académie de la Révolution »<sup>26</sup>. « C'est par exemple une douce plaisanterie de dire que l'organisation devrait diffuser des descriptions et des compte rendus des luttes exemplaires, et d'esquiver ces questions : en quoi et pourquoi ces luttes sont-elles exemplaires, et qui est-ce qui en décide ? Or des luttes ne sont exemplaires qu'en fonction de cette signification potentielle, qui en dépasse la teneur immédiate et manifeste, non seulement en tant que ce qui s'y est produit vaut aussi dans d'autres cas "numériquement", mais que ces implications vont au-delà de ce qui semble être en cause dans leur déroulement »<sup>27</sup>. Lefort ne partageait pas cette conception et c'est au nom des thèses initiales de *SouB* qu'il revendiquait un refus de transformer l'activité du groupe en parti révolutionnaire. « Les luttes ouvrières telles qu'elles se sont produites depuis douze ans – et telles que la revue les a interprétées – n'ont pas souffert de l'absence d'un organe du type parti qui aurait réussi à coordonner les grèves ; elles n'ont pas souffert d'un manque de politisation – au sens où l'entendait Lénine – elles ont été dominées par le problème de l'organisation autonome de la lutte »<sup>28</sup>. L'existence d'une structure partisane menace l'activité révolutionnaire selon Lefort car elle conduirait à recréer des formes de domination dénoncées pourtant par *SouB*. Lefort et Simon ont publié de leur côté un autre journal ronéotypé, *Informations et liaisons ouvrières* avant de quitter le groupe suite à ce désaccord. Le journal a été continué par Simon et s'intitulait *Informations et correspondance ouvrières*. Ce journal souhaitait simplement être un lieu d'informations sur les luttes ouvrières alors que pour Castoriadis, l'activité révolutionnaire en vue de l'autonomie prolétarienne devait se poursuivre dans le réel en combattant aussi bien les capitalistes que les stalinien. *SouB* a publié un mensuel ronéotypé, *Pouvoir ouvrier*, à partir de 1959, mensuel dans lequel une rubrique était réservée à l'expression des travailleurs.

Le groupe était caractérisé par un régime de la discussion permanente et entre 1958 et 1961, plusieurs cellules fonctionnaient à Paris et en province avec une centaine de membres actifs<sup>29</sup>. Selon Jean-François Lyotard, le groupe a eu une importance posthume, après les événements de Mai 1968, car ses thèses ont été confirmées par ces bouleversements<sup>30</sup>. Jean-François Lyotard n'a pas partagé les positions de Castoriadis qui prônait la rupture totale avec le langage marxiste. En octobre 1962, une nouvelle scission interne est intervenue avec la création de deux mouvances opposant leurs argumentaires, la Tendance autour de Castoriadis et l'Antitendance autour de Lyotard, Véga<sup>31</sup>, Souyri. La Tendance insuffle une nouvelle orientation du groupe, qui, selon Castoriadis, a délaissé quelque peu une réflexion globale sur les mutations internes du capitalisme bureaucratique. L'élaboration théorique et pratique s'étend à des questions telles que le statut de la femme, les problèmes de la famille, les enfants, l'éducation, la consommation, les loisirs et le travail. La Tendance durcit le ton pour radicaliser ses analyses, on reproche à la revue parallèle *Pouvoir Ouvrier* de s'être occupé exclusivement de la guerre

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 36. Ces textes font partie du regard *a posteriori* jeté par Castoriadis sur l'abandon du marxisme.

<sup>28</sup> Claude Lefort, *SouB* n°26, novembre-décembre 1958. Claude Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, éditions Gallimard, coll. TEL, p. 109.

<sup>29</sup> Castoriadis, « Pourquoi je ne suis plus marxiste », *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005, p. 41.

<sup>30</sup> Jean-François Lyotard, *Dérive à partir de Marx et Freud*, Paris, éditions Galilée, 1994, p. 19.

<sup>31</sup> Il s'agit d'un pseudonyme pour Albert Masó.

d'Algérie. Les militants de l'Antitendance ne tardèrent alors pas à sortir du groupe, pour créer une nouvelle organisation prolétarienne<sup>32</sup>. Jean-François Lyotard revient sur cette période, pour montrer l'ampleur de la scission. « Cette occasion me fut donnée par la scission qui en 1964 accomplit le divorce entre une “ tendance », animée notamment par Castoriadis, qui devait poursuivre la publication de la revue *Socialisme ou Barbarie*, et un groupe de camarades, les uns résolument “ vieux-marxistes », les autres incertains mais partageant une commune méfiance à l'égard de la tendance, qui entendaient se consacrer à l'édification d'une organisation prolétarienne et continueraient à publier le mensuel *Pouvoir ouvrier* »<sup>33</sup>. Le virage critique que propose Castoriadis fut plus ou moins fatal au groupe. Lyotard nous donne des indications précieuses quant au cheminement intellectuel de *SouB*. « En 1959, peu après que la discussion sur l'organisation révolutionnaire eut abouti au retrait des minoritaires, Castoriadis avait proposé à la discussion un ensemble de thèses qui n'impliquait pas seulement une profonde réorientation de notre politique, mais une remise en cause du langage même dans lequel il s'agissait de décrire le monde contemporain et d'y intervenir »<sup>34</sup>. Le groupe qui avait passé au crible l'ensemble des organisations existantes, ne pouvait totalement ébranler ses fondements et son langage sans se dissoudre. Ainsi, certains membres de *SouB* renouaient avec un certain nombre de thèses trotskystes à l'instar des membres de *Pouvoir ouvrier* qui continuaient à analyser l'ensemble des mouvements révolutionnaires. Castoriadis reconnaît que ses thèses ont été moins suivies, car elles impliquaient une remise en cause complète du marxisme qui était pris selon lui dans les mailles du capitalisme bureaucratique.

Les scissions internes de *SouB* témoignent de discussions vives sur l'attitude à adopter sur la poursuite de l'activité révolutionnaire. *SouB* reste un groupe provenant d'une scission avec le PCI et la plupart de ses membres partagent une culture trotskyste. La rupture avec le marxisme pour une critique plus radicale de la société n'a pas été suivie par ses membres pour lesquels elle impliquait une remise en cause intégrale des références. Paradoxalement, les thèses de *SouB* ont été audibles dans la mesure où les analyses marxistes revenaient sur le devant de la scène avec les événements de mai 68<sup>35</sup>. *SouB* était un courant de théoriciens qui analysaient en profondeur l'évolution du mouvement ouvrier. Sur le plan de l'action, ce groupe est resté relativement isolé en raison de la radicalité des thèses énoncées alors même qu'un certain nombre de ses membres (Souyri, Véga, Lyotard) avaient des liens personnels avec d'autres organisations trotskystes. Les positions de Castoriadis n'ont pas été suivies et ont abouti à la dissolution du groupe le 11 mai 1967. Comme l'écrit Marie-France Raflin, pour Castoriadis, « *SouB* est, plus que pour tout autre théoricien du groupe, l'instrument qui lui permet d'opérer une sorte de coup de force symbolique

---

<sup>32</sup> On consultera avec profit la thèse de Philippe Gottraux, “ *SouB* », *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, éditions Jacques Scherrer, 1997, pp. 144-157.

<sup>33</sup> Jean-François Lyotard, *Pérégrinations*, Paris, éditions Galilée, 1990, p. 106. Castoriadis donne des indications plus précises sur l'époque de la scission. « La scission s'est faite en juillet 1963. À l'amiable, l'antitendance a gardé *Pouvoir Ouvrier* et nous autres *SouB* ». Castoriadis, « Pourquoi je ne suis plus marxiste », *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005, p. 43.

<sup>34</sup> *Ibid.*, pp. 106-107.

<sup>35</sup> Philippe Raynaud, « Brève histoire personnelle de l'extrême gauche en France de mai 68 à nos jours », *Tissages*, 4, 2006, p. 27. Voir « L'autonomie introuvable – Socialisme ou Barbarie et Mai 1968 », *Dissidences*, avril 2008, pp. 88-101.

et d'exister en tant que théoricien, voire dirigeant politique éventuel »<sup>36</sup>. Si le groupe a fait preuve d'une lucidité quant à l'évolution du régime soviétique et à l'écrasement des formes d'autonomie ouvrière (la révolution avortée de 1956 en Hongrie), ses membres n'ont pas suivi les positions de Castoriadis. Les scissions témoignent d'une contradiction fondamentale du groupe : comment adopter une organisation politique adéquate sans tomber dans les travers des organisations prolétariennes existantes tant dénoncées par le groupe ? Les deux scissions importantes du groupe ont la même source, à savoir la situation du groupe au sein du contexte révolutionnaire de l'époque<sup>37</sup>.

---

<sup>36</sup> Marie-France Raflin, « Socialisme ou barbarie », *Les Cahiers de l'IHTP*, Cahier n°6, novembre 1987, p. 88.

<sup>37</sup> Dans l'entretien que nous a accordé Claude Lefort le 21 mai 2002, il est revenu sur cette scission : « Corneille parlait de son projet de société autonome au sein du groupe et disait toujours : "cette société n'est pas ma société". Mais, il faut partir de la société réelle pour pouvoir envisager une activité révolutionnaire ». Dans cet entretien, Claude Lefort se définissait comme militant trotskyste au cours de ces années.